

## 20231007 Le Monde

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/10/07/a-menton-les-arrivees-de-migrants-augmentent-les-refoulements-aussi\\_6193012\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/10/07/a-menton-les-arrivees-de-migrants-augmentent-les-refoulements-aussi_6193012_3224.html)



Frederic Pasquini / Hans Lucas

## A Menton, les arrivées de migrants augmentent, les refoulements aussi

Par [Raphaëlle Rérolle](#) (Menton (Alpes-Maritimes), envoyée spéciale) Publié aujourd'hui à 17h30, modifié à 17h58

Reportage La ville des Alpes-Maritimes est plus que jamais confrontée à un afflux de migrants en provenance de l'Italie voisine. Sa situation géographique en fait un lieu particulier où la police doit gérer, au jour le jour, des centaines de cas.

De tous les points de passage entre la France et l'Italie, celui du pont Saint-Louis est sans doute le plus pittoresque. Imaginez une route suspendue à flanc de rocher entre Menton, ville des Alpes-Maritimes, et Grimaldi, la première localité transalpine : d'un côté la montagne, abrupte et creusée de grottes ; de l'autre, un paysage de cultures en terrasses dévalant jusqu'à la côte. Tout en bas, la Méditerranée luit d'un éclat mauve, en ce petit matin d'automne que le soleil n'éclaire pas encore.

Un endroit sublime, donc, et pourtant parfaitement désespérant. Car ce bout de route, encadré par les postes de police des deux pays, accueille chaque jour un ballet tragique de migrants qui passent et repassent, long cortège de malheureux expulsés hors de l'Hexagone. Remis à la police italienne, ils tenteront leur chance une fois, dix fois, vingt fois, jusqu'à pouvoir franchir cette frontière sur laquelle la France a rétabli des contrôles depuis 2015. « *A la fin, la plupart d'entre eux finissent par y arriver* », observe Loïc Le Dall, membre de l'antenne locale de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé). Y compris en empruntant les chemins les plus dangereux, comme le toit des trains ou ce sentier vertigineux que l'on appelle ici le « *pas de la mort* ». Mais dans l'intervalle, ils sont pris dans une étrange partie de ping-pong politico-policier, un casse-tête juridique et humanitaire.

A quoi pense-t-elle, cette femme arrêtée le long du parapet, entre les deux postes-frontières ? Le visage appuyé contre le grillage, elle regarde la mer et au-delà, les lumières de Menton. Près d'elle, deux très jeunes enfants grelottent dans leurs vêtements de coton. Plus loin, son mari monte la pente en tirant une petite valise. Ils sont kurdes, fuyant la Turquie pour des raisons politiques, disent-ils.

## Grosses boîtes cubiques

Dans leur groupe, formé au hasard des contacts avec un passeur, il y a une autre famille avec enfants et un adolescent accompagné de sa mère. Poyraz a 17 ans, des écouteurs autour du cou et il tient à préciser quelque chose en esquissant un signe de croix à toute vitesse, le dos tourné pour que ses compagnons ne le voient pas : « *Nous sommes orthodoxes, confie-t-il. C'est très difficile pour nous, en Turquie.* »

A trois pas de là, deux Nigériens regardent en direction d'un panneau bleu planté sur le bas-côté : « *Menton, perle de la France, est heureuse de vous accueillir.* » Les bras ballants, ils ont l'air désemparés, perdus. Eux n'ont rien, ni valise, ni téléphone, ni écouteurs et pas l'ombre d'un sac, fût-il en papier – même dans la misère, il y a des hiérarchies. Surtout, comme beaucoup de migrants, ils disposent de très peu de mots pour expliquer leur situation. Le plus âgé réussit à formuler une question, en rassemblant quelques bribes d'anglais : « *Pourquoi ne nous laissent-ils pas entrer ?* »

« Ils », ce sont les forces de l'ordre françaises qui viennent de les renvoyer vers l'Italie, après les avoir enfermés depuis la veille dans des « *espaces de mise à l'abri* » – en fait des préfabriqués agglutinés entre la route et la falaise, au droit des bâtiments de police. Les Français retiennent dans ces grosses boîtes cubiques ceux qu'ils n'ont pas eu le temps d'exfiltrer avant la nuit, les locaux de leurs homologues italiens, à 50 mètres de là, étant fermés entre 19 heures et 7 heures. Ces lieux sont « *climatisés et pourvus de sanitaires, de la nourriture y est distribuée* », explique Emmanuelle Joubert, directrice départementale de la police aux frontières (PAF). Kadiatou, une Guinéenne de 22 ans rencontrée à Vintimille, y a déjà passé la nuit avec son fils Mohamed, 1 an et demi. « *C'était très sale, nuance-t-elle, nous étions serrés les uns contre les autres et dormions par terre.* »

Voir aussi : Article réservé à nos abonnés [Lampedusa, le nom d'une frontière en crise](#)

Le 29 septembre, plusieurs baraquements ont été ajoutés à ceux qui s'y trouvaient déjà, en prévision d'une recrudescence d'arrivées : sur les 10 000 migrants débarqués dans l'île italienne de Lampedusa, entre le 11 et le 13 septembre, certains devraient atteindre la frontière française ces jours-ci. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 21 septembre, la PAF a procédé à 31 844 interpellations, dont 5 259 pour la seule période du 25 août au 21 septembre. D'après la préfecture, ce chiffre, déjà en hausse par rapport à 2022, devrait augmenter avec les afflux attendus en provenance de Lampedusa. Parmi les refoulés, beaucoup sont mineurs et un grand nombre vient d'Afrique subsaharienne.

## Mine résignée

Au pont Saint-Louis, aucune demande d'asile n'est jamais enregistrée. Et même si la présence d'un membre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Opfra) serait nécessaire, « *il n'en vient jamais ici* », assure un policier en faction.

Pour faire face à cet afflux, il a fallu consolider les dispositifs, notamment depuis le mois de juillet, avec des drones, un avion de la brigade aérienne de Marseille et des effectifs renforcés. Le 18 septembre, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé l'envoi de 132 personnes (policiers, gendarmes, militaires des sections « Sentinelle ») afin d'étoffer les « troupes » déjà présentes dans le département. Celles-ci comptent également dans leurs rangs

des réservistes de la police qui se relaient pour assurer des contrôles à Menton-Garavan, la première gare en territoire français.

Ces réservistes vont par petits groupes, équipés de gilets pare-balles. Tous les trains en provenance de Vintimille, ville italienne située à 9 kilomètres, sont inspectés. Et de presque tous, les forces de l'ordre font descendre des sans-papiers, repérables à leurs mains vides, à leurs vêtements informes, à leur mine résignée. De là, ils sont conduits au pont Saint-Louis, où la PAF leur remet un refus d'entrée. Sur ces deux pages remplies par la police figurent notamment le nom, la nationalité et une date de naissance.

*Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [L'île de Lampedusa, aux portes de la forteresse Europe](#)*

Parfois, ces indications sont fantaisistes (on les reconnaît parce qu'elles indiquent systématiquement comme date un 1<sup>er</sup> janvier) : la minorité revendiquée par les passagers, qui n'ont jamais de papiers d'identité sur eux et ne sont pas toujours capables de donner une date de naissance précise, n'a pas été considérée comme réelle par les policiers. Ceux-ci choisissent alors une année de naissance estimative, qui « déminorise » les interpellés. Interrogée à ce propos par *Le Monde*, M<sup>me</sup> Joubert (PAF) répond qu'il s'agit « *d'un processus technique interne, le plus précis possible au regard des éléments en notre possession* ». Ces procédures, dit-elle, « *ont été établies afin de ne pas faire échec aux droits* ».

## Yacht show de Monaco

Au chapitre « Vos droits », justement, le document propose deux options. Par la première, le requérant demande à bénéficier d'un délai de vingt-quatre heures. Par la seconde, il affirme : « *Je veux repartir le plus rapidement possible.* » Or, selon l'Anafé, la case correspondant à cette deuxième option est déjà précochée au moment où les expulsés reçoivent le papier. La décision est exécutoire immédiatement. Le 21 septembre, [un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne](#) a jugé illégale cette pratique de refoulement instantané aux frontières. Sans rien changer sur le terrain jusqu'ici.

Il arrive aussi, en contravention totale avec le droit français, que des mineurs se voient infliger une obligation de quitter le territoire. Celles que montrent, par exemple, Saad, né au Darfour (Soudan) en juillet 2006 (la date figure sur le document établi par la police), et son copain guinéen, 17 ans également. Tous deux sont assis sur un banc, du côté français, la tête entre les mains, incapables de déchiffrer la sommation qui leur donne quarante-huit heures pour contester devant le tribunal administratif. « *Une erreur* », plaide la PAF. « *Nous avons vu cela plusieurs fois* », rétorque l'Anafé.



Des migrants refoulés par la police française sur le Pont Saint-Louis, à la frontière franco-italienne entre Vintimille et Menton (Alpes-Maritimes), le 26 mai 2023. FREDERIC PASQUINI / HANS LUCAS

En cas de doute sur l'âge, un fonctionnaire de l'Aide sociale à l'enfance, structure dépendant du département, doit donner son avis. Ceux qui sont reconnus comme mineurs non accompagnés (les enfants se déplaçant avec des adultes ne bénéficient d'aucune protection particulière) doivent être placés dans des foyers provisoires d'urgence, mais les lits manquent. Le 15 septembre, un hôtel Ibis Budget du centre de Menton a donc été réquisitionné, quoique encore jamais utilisé. Cette décision préfectorale a provoqué la colère d'Yves Juhel, maire (divers droite) de la ville, où les touristes se pressent encore à cette saison. L'édile s'est exprimé [sur France 3, le 21 septembre](#), soit quatre jours avant l'inauguration du Monaco Yacht Show, grand raout dont les participants remplissent les chambres des environs. « *Cela ne (...) se fera pas ! Sinon, je serai le premier à être devant l'hôtel pour éviter une telle occupation. (...) Vous n'allez pas faire sortir des gens qui ont payé leur chambre pour en mettre d'autres en situation irrégulière, non ?* »

*Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Plaintes, démissions et intox... A la mairie de Menton, une guerre de succession digne d'une série de télévision](#)*

Dans un courrier adressé à Emmanuel Macron, le 20 septembre, Charles-Ange Ginésy, président Les Républicains du département, réclamait, lui, une prise en charge, par l'Etat, de l'accueil et de l'orientation des mineurs non accompagnés, normalement assumée par sa collectivité. Celle-ci, écrit-il, « *ne peut être la victime collatérale d'une frontière passoire qui embolise les personnels en charge de l'enfance* ».

## **Distribution de repas sur un terrain vague**

En attendant, les personnes refoulées de France s'entassent à Vintimille, avec les primo-arrivants. Ils sont des dizaines sous l'autopont longeant le fleuve Roya, leurs vêtements suspendus aux grillages. « *Pour nous laver, il y a la rivière et pour dormir, c'est par terre* », racontent, l'air crâne, trois garçons soudanais, arrivés à Lampedusa par la Libye, puis la Tunisie. Ils se disent mineurs mais n'ont pas voulu le déclarer à leur arrivée en Sicile, afin de ne pas être enfermés dans des foyers spécialisés.

Chaque soir, tout près de là, des associations humanitaires et la paroisse San Rocco de Vallecrosia distribuent, à tour de rôle, des repas sur un terrain vague, dans ce quartier de Roverino où une majorité d'habitants a voté pour la Ligue (extrême droite) aux dernières élections municipales. Mardi 3 octobre, ils étaient 200 à faire la queue, soit moitié moins que les 430 du mardi précédent. Cette baisse correspond-elle à un ralentissement des arrivées du sud du pays ? Ou bien au fait que plus de gens sont parvenus à passer entre les mailles du filet ? Nul ne le sait.

*Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Europe, les gouvernements convergent vers des politiques migratoires plus restrictives](#)*

« *Nous sommes habitués à ces cycles, sans pouvoir les analyser* », constate Alessandra Zunino, « référente » chez Caritas. L'organisation catholique distribue des repas le matin et à midi, mais surtout, elle accueille des femmes et des enfants dans une annexe, le long de la voie ferrée. « *Nous nous substituons aux services qui manquent*, explique Maurizio Marmo, l'un des responsables locaux. *A Vintimille, depuis trois ans, plus aucune structure institutionnelle ne fonctionne pour les migrants. Maintenant, tout de même, nous recevons un appui du ministère de l'intérieur pour les vingt places d'hébergement réservées aux femmes et aux enfants.* »

Dans le bâtiment principal, une maison crème aux volets bruns, on se contente de « *tendre la main à ceux qui en ont besoin* », poursuit Alessandra Zunino. Quant aux parcours individuels, ils demeurent le plus souvent mystérieux. Même pour le docteur Pedro Casarin, qui soigne des blessures, des bronchites et annonce au moins une grossesse par semaine, sous une tente de Médecins sans frontières. Les gens vont et viennent, restent une heure ou un jour, puis ils repartent aussi soudainement qu'ils étaient arrivés, pour ne jamais revenir. Ils ont bravé le désert, les bandits, les violeurs, la Méditerranée : ce n'est pas une frontière de plus qui va les arrêter.